



HAL
open science

Introduction

Matthieu Boisdron, Michel Catala

► **To cite this version:**

Matthieu Boisdron, Michel Catala. Introduction. Les élections municipales de 1977, Presses universitaires de Rennes, pp.7-12, 2020, 978-2-7535-7992-7. hal-02923709v1

HAL Id: hal-02923709

<https://hal.science/hal-02923709v1>

Submitted on 3 Sep 2020 (v1), last revised 19 Jan 2021 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction

Matthieu BOISDRON et Michel CATALA

Lors des élections municipales des 13 et 20 mars 1977, les candidats des partis de l'Union de la gauche – alliance électorale fondée entre le Parti socialiste (PS), le Mouvement des radicaux de gauche (MRG) et le Parti communiste français (PCF) sur la base du Programme commun de gouvernement conclu le 27 juin 1972 – s'imposent dans 55 des 221 villes de plus de 30 000 habitants (non compris Paris et la région parisienne)¹.

Le Grand Ouest – territoire traditionnellement considéré comme conservateur – constitue un excellent exemple de cette dynamique. Même si la progression électorale de la gauche précède les municipales de mars 1977, il n'en reste pas moins que des villes de première importance basculent à ce moment-là (Nantes, Rennes, Angers, Le Mans, La Roche-sur-Yon, Saint-Malo), certaines dès le premier tour (Angers, Brest, La Roche-sur-Yon, Saint-Herblain). D'autres demeurent solidement ancrées à gauche (Saint-Nazaire, Saint-Brieuc, Niort, La Rochelle).

Le quarantième anniversaire des élections municipales de mars 1977 est ainsi apparu comme le prétexte à une démarche scientifique qui se veut originale.

En effet, nous avons d'abord postulé que l'histoire politique, économique et sociale de la France des années 1970 est entrée de plain-pied dans le champ de l'histoire et qu'elle constitue donc désormais un objet historiographique légitime. En ce sens, on peut considérer le moment politique constitué par les élections municipales de 1977 comme un événement historique qui sollicite l'horizon d'attente des contemporains, qui produit du sens ainsi qu'une mémoire². Si, en histoire, il convient d'être vigilant à la notion de transition, l'événement néanmoins – selon cette définition – fait indéniablement charnière et s'intercale entre un avant et un après qui

1. Seul le Parti socialiste unifié (PSU) reste à l'écart, tant du programme commun en 1972 que des listes de gauche communes élaborées en 1977. BECKER Jean-Jacques, *Histoire politique de la France depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 10^e édition, 2011, p. 185.
2. FARGE Arlette, « Penser et définir l'événement en histoire. Approche des situations et des acteurs sociaux », *Terrain*, n° 38, 2002, p. 69-78.

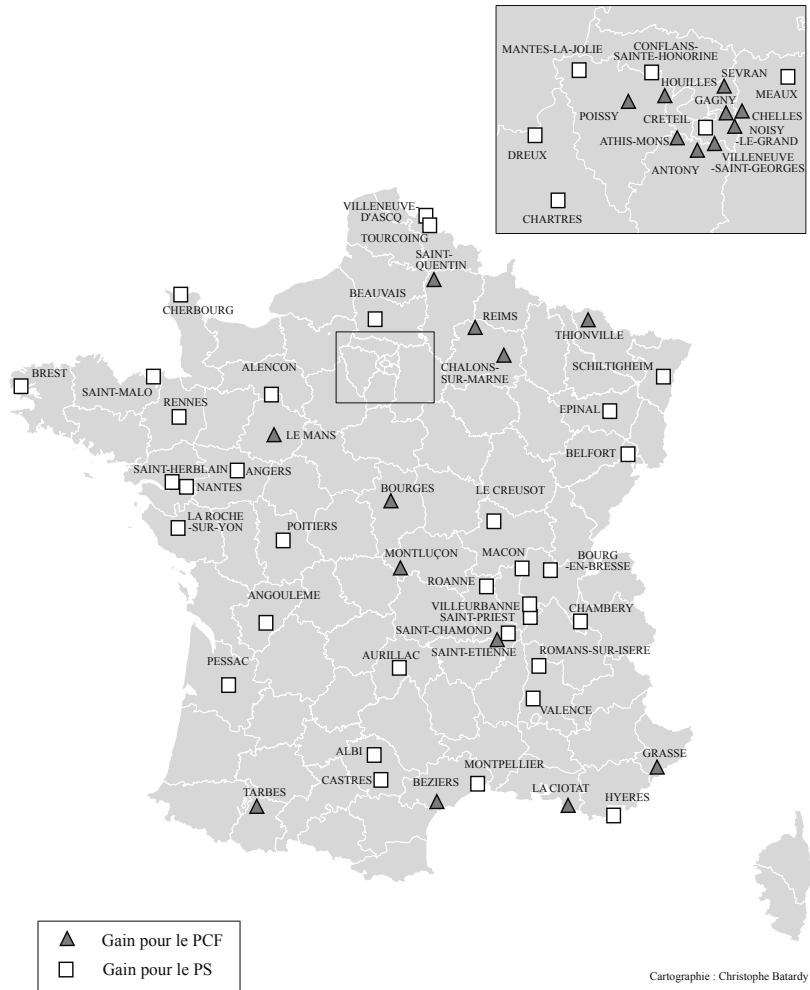


FIGURE 1. – Les villes de plus de 30 000 habitants conquises par l’Union de la gauche. Source : *Le Monde*, 15 et 22 mars 1977.

en procède. Il n’est d’ailleurs pas forcément toujours perçu comme tel dans la temporalité plus restreinte qui est celle des acteurs et c’est à l’historien qu’il revient de réaliser ce travail ; de déconstruire, d’historiciser. Tel a bien été l’objectif, que nous estimons rempli, de ces deux journées de colloque.

Le basculement politique des grandes villes de France au mois de mars 1977 s’inscrit dans une dynamique événementielle plus large qui avait été annoncée l’année précédente par les élections cantonales des 7 et 14 mars 1976. Ce scrutin constitue en effet un pic électoral pour la gauche. À l’issue du premier tour, les trois partis du Programme commun obtiennent

5 382 456 voix sur un total de 10 671 521 votants, soit 51,83 %³. À l'issue du second tour, le PC préside 3 conseils généraux sur un total de 95, PS et MRG associés en président 37⁴. Contribuant à une nouvelle donne politique, on considère généralement que c'est pourtant bel et bien le scrutin municipal de l'année suivante qui ouvre le champ des possibles et qui prépare la victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1981 ; davantage sans doute que les élections législatives des 12 et 19 mars 1978. Lors de ce dernier scrutin, si l'extrême gauche et le Parti communiste connaissent un tassement, la gauche non communiste progresse quant à elle assez nettement et se trouve pour la première fois majoritaire en voix à une élection sous la V^e République. Au premier tour, le Parti socialiste recueille 6 403 265 voix (22,79 %), le Parti communiste 5 791 525 voix (20,61 %) et le Mouvement des radicaux de gauche 606 656 voix (2,19 %)⁵. Toutefois, de nouveau désunie après la rupture de septembre 1977, le résultat pour la gauche est inférieur au gain escompté alors qu'elle était pourtant donnée gagnante quelques jours seulement avant l'élection. Malgré un accord conclu à la hâte entre les trois anciens partenaires le 14 mars, l'effritement se confirme lors du second tour. À l'issue du scrutin, 86 députés communistes et 115 députés socialistes ou apparentés (dont 112 en métropole) sont élus⁶. La progression du nombre de parlementaires n'est pas suffisante pour permettre le basculement de l'Assemblée nationale.

Il faut toutefois préciser que la spécificité des élections municipales de 1977 s'explique aussi par la nature du mode d'élection retenu, qui pousse à l'union et à la bipolarisation. En effet, pour les villes de plus de 30 000 habitants, et depuis les élections municipales de 1965⁷, le scrutin est majoritaire à deux tours avec liste bloquée⁸. Par ailleurs, le seuil nécessaire à atteindre en voix au premier tour pour pouvoir maintenir sa liste au second tour a, en 1977, été récemment modifié et a été augmenté de 10 % à 12,5 % des électeurs inscrits⁹. Cette évolution renforce indéniablement

3. 2 761 068 voix pour le PS (26,59 %), 2 368 230 voix pour le PCF (22,80 %), 253 158 voix pour le MRG (2,44 %).

4. LANCELOT Alain, *Les élections sous la V^e République*, Paris, Presses universitaires de France, 1983, rééd. 1988, p. 113.

5. *Ibid.*, p. 76.

6. *Ibid.*, p. 80.

7. En vertu de la loi n° 64-620 du 27 juin 1964 relative à l'élection des conseillers municipaux des communes de 30 000 habitants, *Journal officiel de la République française*, 28 juin 1964, p. 5635-5636.

8. Sur les évolutions des modes de scrutin aux municipales sous la III^e, la IV^e puis la V^e République, voir LE BART Christian, *Les Maires. Sociologie d'un rôle*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2003, p. 131-176. Notons que jusqu'à la loi du 19 novembre 1982, les minorités ne sont pas représentées au sein des conseils municipaux qui sont alors composés de tous les membres de la liste arrivée en tête au second tour. Voir MARTIN Pierre, *Les élections municipales en France depuis 1945*, Paris, La Documentation française, 2001, p. 112-113.

9. Loi n° 76-665 du 19 juillet 1976 modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale, *Journal officiel de la République française*, 20 juillet 1976, p. 4324, article 6 modifiant l'article L-264 du Code électoral.

la dynamique de regroupement et explique que les élections municipales de mars 1977 sont les seules entre 1972 et 1978 lors desquelles socialistes, communistes et radicaux apparaissent ensemble, sur des listes communes, et cela dès le premier tour. Ils utilisent dans ce contexte le même matériel de propagande électorale, les mêmes tracts et les mêmes affiches. On le constate, ce ne sont donc pas tant les résultats que les dynamiques qui comptent et qui expliquent que demeure une mémoire militante forte autour des municipales de 1977. À partir de cette date l'idée que l'alliance de la gauche est un préalable impératif à toute victoire électorale devient incontournable.

De surcroît, les élections municipales de 1977 traduisent sur le plan politique les importantes mutations à l'œuvre en France, tant sur le plan économique, que démographique, social ou encore culturel. La fin des trente glorieuses et le ralentissement (encore relatif) qui en découle, les premiers pas de la mondialisation de l'économie qui se lit par exemple dans l'abandon progressif du système de Bretton Woods ou encore dans les chocs pétroliers, la libéralisation des échanges et la conversion de l'appareil productif français à ce nouveau paysage économique, l'approfondissement de la construction européenne, la progression de l'urbanisation, la libéralisation des mœurs, toutes ces évolutions font entrer le pays dans une certaine forme de modernité qui affecte les territoires et qui chamboule les équilibres hérités.

Ensuite, les élections locales sont traditionnellement peu ou pas étudiées à une plus petite échelle que la seule commune¹⁰. Les élections municipales – mais aussi les élections cantonales – demeurent donc dans leur ensemble singulièrement méconnues. Pour la V^e République, à l'exception notable de la synthèse bienvenue de Pierre Martin¹¹ et des analyses réalisées par les politologues « à chaud », dans le feu de l'actualité¹², les travaux universitaires consacrés aux élections municipales concernent en effet presque exclusivement des études de cas. Si ces élections constituent une inépuisable matière pour les mémoires de maîtrise, de DEA et désormais de master – une rapide recherche sur le catalogue du Système universitaire de documentation suffit

10. Le bilan historiographique en matière prosopographique est en revanche meilleur. Voir notamment AGULHON Maurice, GIRARD Louis, ROBERT Jean-Louis et SERMAN William (dir.), *Les maires en France du Consulat à nos jours*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1986, ou encore BRUNET Jean-Paul (dir.), *Les conseillers municipaux des villes de France au xx^e siècle*, Bordeaux, PUB, 2007.

11. MARTIN Pierre, *Les élections municipales en France depuis 1945*, op. cit.

12. Sur les élections municipales de mars 1977 spécifiquement, voir notamment : BON Frédéric, « La gauche électorale », *Esprit*, n° 6, juin 1977 ; DUPOIRIER Élisabeth et GRUNBERG Gérard, « Qui gouverne la France urbaine? Les élections de mars 1977 dans les communes de plus de 9000 habitants », *Revue française de science politique*, 28^e année, 1978, n° 1, p. 27-54 ; JAFFRÉ Jérôme et OZOUF Jacques, « Des municipales aux législatives au fil des sondages », *Projet*, n° 116, juin 1977, p. 719-727 ; LANCELOT Alain, « Le rouge et le vert. Les élections municipales des 13 et 20 mars 1977 », *Projet*, n° 116, juin 1977, p. 703-718 ; PARODI Jean-Luc, « Après les municipales : la fin de la transition? », *Revue politique et parlementaire*, n° 867, mars-avril 1977, p. 6-17.

pour s'en convaincre – il reste bien difficile de tirer de ce corpus qui n'a jusqu'ici jamais été discuté des enseignements ou des conclusions plus générales. Il est vrai qu'étudier ces élections n'est pas chose aisée tant les scrutins et les candidats en lice sont, par définition, nombreux. En outre, si le résultat des urnes est le fruit de considérations nationales, il est aussi celui de leur enchevêtrement avec des enjeux locaux dont il est parfois difficile de déterminer la part. L'explication du succès de l'Union de la gauche en mars 1977 peut donc être affinée en modifiant l'échelle d'analyse de ce phénomène qui trouve son origine dans un tissu local souvent spécifique aux dynamiques de territoires différenciés. La dimension métropolitaine et les dynamiques de politisation dans les communes périphériques des grandes villes constituent un enjeu neuf pour la période considérée. Par ailleurs, le bon bilan de la gauche, en effet, ne doit pas faire oublier les résultats plus contrastés dans le réseau des villes petites et moyennes.

Avec le souci d'envisager l'étude des élections municipales de 1977 selon une perspective « totale », nous avons cherché à faire autant que possible entrer cette histoire, qui demeure certes essentiellement politique, en résonance avec les nouveaux objets et paradigmes qui accompagnent le développement de la science historique et de ses différentes écoles depuis plus d'un demi-siècle désormais ; que ce soit à travers la prise en compte du temps long, des mentalités, des représentations ou encore des questions sociales et culturelles.

Les 16 et 17 mars 2017, en présence d'Edmond Hervé et de Jacques Auxiette, respectivement élus maires de Rennes et de La Roche-sur-Yon après le succès des listes qu'ils conduisaient dans leur ville en 1977, des chercheurs venus de tout le Grand Ouest de la France, voire d'un peu au-delà, ont livré leurs analyses autour des quatre séances thématiques définies par le comité scientifique¹³ : les contexte(s), les forces politiques, les résultats à l'échelle supra-communale, les études de cas. Le jeudi 16 mars au soir, la diffusion d'images d'archives lors d'un « Rendez-vous INA Histoire » animé par M. Thierry Guidet¹⁴ a permis que se noue un passionnant – et parfois passionné – moment d'échanges croisés entre le public, les universitaires et les témoins présents.

Nous ne saurions conclure ces quelques lignes de présentation sans remercier l'ensemble des partenaires qui ont permis à ce rendez-vous scientifique de voir le jour. Citons d'abord l'université de Nantes, et notamment le pôle universitaire de La Roche-sur-Yon qui a abrité nos travaux.

13. Le comité scientifique, qui s'est réuni à trois reprises à partir du mois de mai 2016, était composé de MM. Matthieu Boisdrion, Christian Bougeard, Michel Catala, Laurent Jalabert, Gilles Richard, François Prigent, Erwan Le Gall, Bertrand Joly, Thierry Guidet et de M^{me} Florence Regourd.

14. Journaliste, fondateur en 2007 puis rédacteur en chef, jusqu'en 2015, de la revue *Place publique*, M. Guidet est notamment l'auteur du remarquable *La rose et le granit : le socialisme dans les villes de l'Ouest*, La Tour-d'Aigues, L'Aube, 2014.

N'omettons pas l'important travail d'organisation et de logistique fourni par les agents du Centre de recherches en histoire internationale et atlantique (CRHIA) et du Centre régional des œuvres universitaires et sociales des Pays-de-la-Loire (CROUS). Nos remerciements vont également à l'université Rennes 1 et au laboratoire Arènes ; à l'université de Pau et des pays de l'Adour et au laboratoire Identités, Territoires, Expressions, Mobilités (ITEM). Enfin, rien n'aurait été possible sans le précieux soutien de la Fondation Jean Jaurès et de son directeur du secteur Histoire et Archives, M. Thierry Mérel, de l'Institut François Mitterrand et de l'association Maitron Bretagne (AMB).